

ANALYSES - MARS 2017



**LA SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE :
QUELLES EXPÉRIENCES DANS
LA REMISE EN CAUSE DE L'ORDRE ÉTABLI ?**



FUCID

FORUM UNIVERSITAIRE
POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant.e.s du monde associatif, les citoyen.ne.s du Nord et du Sud et des enseignant.e.s/chercheur.se.s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

Analyses 2017

FUCID asbl, Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur

Tél. : +32 (0)81 72 50 88

Fax : +32 (0)81 72 50 90

fucid@unamur.be • www.fucid.be

INTRODUCTION

En Afrique, l'espoir suscité par la fin de la colonisation s'est brisé sur l'incapacité des leaders indépendantistes de construire une Afrique libre, unie de citoyens épanouis, et des Etats capables de subvenir pleinement aux besoins de leurs sujets. Cela, malgré l'immense potentiel économique de la plupart des pays africains. Ce mythe sera partagé au moins pendant deux décennies. Dans l'entre-temps, à l'aune de la guerre froide et au gré des déceptions, des pouvoirs autoritaires se sont érigés dans l'orbite de l'un des blocs, bénéficiant ainsi de son l'appui ou de sa bienveillance.

Après la fin de la première décennie post-indépendance, la plupart des leaders indépendantistes sont balayés par une vague de coups d'état militaires, arborant des slogans anti-impérialistes, de non-alignés ou de progressistes. La plupart, si pas tous, affichent des ambitions de renouveau, de renaissance, et de développement. Souvent, ces pouvoirs étaient pilotés par des militaires issus de la première lignée de soldats locaux, formés sur le tas, bref de généraux « sous-officiers¹ ». Au lieu de salut national, ce sont des régimes néo-patrimoniaux qui s'installent, et s'organisent politiquement et économiquement grâce au clientélisme, la corruption et les prébendes, jouissant de la complicité de milieux affairistes des anciens pays coloniaux. La situation économique d'alors permet d'entretenir pendant un moment le rêve de l'état providence.

Ce nouveau mirage sera préservé durant près d'une décennie avant que, dans les années 1980, le rôle de l'État ne soit réévalué en faveur du « secteur privé » censé répondre aux attentes des consommateurs (Carbone, 2003). C'est dans ce cadre que des programmes d'ajustements structurels sont proposés et imposés par les institutions de Brettons Woods aux pays « en développement », avec comme objectif ultime la correction des déséquilibres macro-économiques et une réponse à la crise de la dette. Les évaluations de ces politiques ont montré la dégradation des conditions de vie des « couches sociales fragiles ». En fait, la croissance, réelle

1 A l'instar de Mobutu Sese Seko (Joseph Désiré), Jean Bedel Bokassa, etc.

dans certains pays, s'est accompagnée d'une montée des inégalités, du développement de la pauvreté et des exclusions. La corruption a pris des proportions gigantesques. L'affaiblissement des Etats a accru les conflits armés (Messiah, 2000).

Au regard du développement, des dynamiques actuelles des sociétés et des limites avérées des élites africaines à transformer l'Etat en profondeur, comment les sociétés civiles pourraient-elles jouer un rôle moteur, réformateur, « transformateur », voire « révolutionnaire » dans la remise en cause de l'ordre établi ? Comment pourraient-elles contribuer à construire des systèmes politiques « modernes », efficaces, justes et durables ?

La société civile africaine : un « pré-printemps » de luttes citoyennes ?

Depuis que la troisième vague de la démocratisation a atteint la rive africaine (Huntington, 1991), c'est la question de la consolidation démocratique qui se pose avec acuité dans ce continent. L'on sait que la contagion de la transition démocratique a été possible par la conjonction de plusieurs facteurs, tant internes qu'externes aux Etats africains, avec l'onde de choc de l'effondrement des régimes autoritaires en Europe de l'Est, et la domination de l'ordre mondial par le libéralisme. Sans cela, plusieurs luttes des peuples africains avaient été maintes fois étouffées, dans l'intérêt bien compris des régimes autoritaires d'Afrique et de leurs mentors.

Mais l'autre défi majeur de l'Afrique est celui de la construction de l'Etat moderne, rationnel, caractérisé par la spécialisation des rôles et des fonctions. Cette question est inévitablement liée aux types de régimes et au leadership en place. Un nombre limité de pays a pu avancer vers la consolidation démocratique et, généralement, avec tout ce qui va avec, en termes de gouvernance démocratique et de rationalité dans l'organisation économique.

Obligés de procéder à l'ouverture démocratique, plusieurs régimes ont opté pour le cosmétique, quelquefois en troquant seulement la tenue militaire contre le costume civil, et se spécialisant à organiser des élections de façade, calquant le modèle imposé à tous (Commissions électorales nationales « indépendantes », observateurs, etc.), mais en le travestissant. Ce qui leur a permis de s'offrir allégrement, au prix de quelques manifestations locales, vite étouffées, et de remontrances de la communauté internationale, des mandats à vie².

La question et le rôle de la société civile se pose dans de tels contextes, où le leadership a failli à ses principales obligations, faisant tout pour empêcher alternance et alternative. Il est donc intéressant de voir, à la lumière de quelques expériences en Afrique, comment la société civile peut, à travers des dynamiques internes et externes, contribuer au changement social et, le cas échéant, ébranler et changer l'ordre établi.

2 De nombreux exemples illustrent cette situation : le Congo Brazzaville, la Guinée Bissau, l'Ouganda. Ou des situations quasi similaires de civils avec des mandats à vie comme au Cameroun, Zimbabwe, Erythrée, Soudan, etc.

Ce cadre ne permettant pas une analyse vaste et approfondie de toute la problématique du changement et de la société civile en Afrique, la réflexion est limitée aux expériences des mouvements qui, à travers le continent, se sont opposés au « tripatouillage » des constitutions, et aux mandats présidentiels à vie. Ce qui a fait augurer des « printemps » en Afrique subsaharienne.

Les mouvements citoyens pour le respect des constitutions

Trouvant certainement une source d'inspiration dans les printemps arabes, ils se sont dénommés « **mouvements citoyens** », actifs surtout dans les pays d'Afrique francophone, se revendiquant globalement du panafricanisme et évoquant les modèles de Sankara, Nkrumah et Lumumba. La principale revendication, c'est le refus du tripatouillage des constitutions pour prolonger indéfiniment les mandats présidentiels, l'alternance à la tête des pays, et un changement qualitatif de la façon de conduire les affaires des pays³.

Ces mouvements pourraient constituer le fer de lance d'une nouvelle génération consciente, comme se réclament par exemple les leaders du mouvement « Filimbi » (sifflet, en swahili) de la RD Congo. Ce mouvement se compose de jeunes entre 20 et 40 ans, formés dans les écoles supérieures, et utilisant couramment les réseaux sociaux. Ils désirent ardemment et activement s'impliquer dans le développement de leur pays en remettant en cause les pratiques d'un « autre temps », la corruption et le clientélisme ethnique et politique. Ils entendent sortir leur pays de la spirale sans fin de la pauvreté et des inégalités sociales (Boursin, 2015).

Au Sénégal, Le mouvement « Y'en a marre » est un groupe de contestation pacifique sénégalais créé en janvier 2011 par un collectif constitué de rappers et de journalistes. Il est né à la suite de coupures d'électricité dues, selon lui, à la « gestion gabegique ». Le mouvement veut répondre à une situation de crise (cherté de la vie, coupures d'électricités, scandales financiers, etc.) sur fond d'un contexte politique lourd de danger : le système de gouvernance installé et entretenu à la tête de l'État, fondé sur le népotisme, le clientélisme politique, la corruption et l'impunité, avait fini de saper les fondements de la République, pervertir les valeurs et la morale sociale et diviser la nation sénégalaise⁴.

« Y'en a marre » a lancé plusieurs initiatives : le manifeste pour un nouveau type de Sénégalais, la campagne « Ma carte, mon arme » qui a permis une inscription massive de votants, et enfin des manifestations pour mettre en échec le projet de loi du Président Abdoulaye Wade, de ticket présidentiel. La manifestation organisée le 23 juin 2011 mit en échec le projet de loi. L'engagement de « Y'en a marre » aura sans conteste permis d'ouvrir la voie à une alternance au Sénégal.

3 Menkoué, Ph., « Mouvements citoyens en Afrique : nouveau souffle pour la démocratie ? » http://cursus.edu/article/27006/mouvements-citoyens-afrique-nouveau-souffle-pour/#.WADrp03_rAw

4 <http://leyenamarriste.org/presentation/historique/>

Au Burkina Faso, naît un mouvement qui s'inspire de l'expérience sénégalaise. Il est aussi créé par un rappeur et un chanteur de reggae⁵, mais ce noyau s'est vite élargi à des artistes, des avocats et des journalistes. Le « Balai Citoyen » a joué un rôle déterminant dans la démission forcée de Blaise Compaoré, et par la suite dans l'organisation, le fonctionnement et le bon aboutissement de la transition, la résistance contre le putsch et l'organisation des élections⁶. Le « Balai citoyen » reste mobilisé comme « sentinelle de la démocratie et de la révolution » et constitue une source d'inspiration pour d'autres groupes en Afrique, en quête d'alternance et de changements.

En RD Congo, ce sont deux mouvements : « Filimbi » (le sifflet) et la « LUCHA » (lutte pour le changement) qui vont être le fer de lance de la contestation contre les dérives politiques du pouvoir et, surtout, la volonté du Président Kabila de briguer illégalement un troisième mandat. L'objectif commun de ces deux organisations « est d'engager les citoyens congolais à devenir des acteurs dans tout le processus de conception et de mise en œuvre des politiques publiques afin que celles-ci bénéficient à l'ensemble de la population⁷ ». Ces deux organisations ont fortement contribué à la création du « Front Citoyen 2016 », dont l'objectif est de s'opposer au glissement du calendrier électoral en RD Congo et à la candidature de Joseph Kabila à un troisième mandat⁸.

Ces expériences citoyennes ont bénéficié de chances diverses, suivant les contextes propres à chaque pays. Mais elles ont fait tache d'huile et le mouvement citoyen est en train d'essaimer dans beaucoup de pays africains (Congo, Togo, Zimbabwe, etc.). Il est clair que leur mise en place correspond à un besoin profond de changement, ressenti par les populations du continent et plus spécialement par les jeunes⁹.

Une plateforme africaine de ces mouvements est en train d'être mise en place. À cet effet, plusieurs organisations citoyennes se sont réunies à Ouagadougou, fin juin 2015, en marge du festival « Ciné Libre » sous le thème « Quand la jeunesse se met debout ». À la fin de la cette réunion, les membres des mouvements citoyens ont adopté une plateforme dite de « Ouagadougou », assortie d'une feuille de route. La plateforme va beaucoup plus loin que les revendications habituelles en affirmant la détermination de s'impliquer dans les luttes du monde rural et en partageant les expériences de luttes des mouvements citoyens avec les acteurs locaux du monde rural (paysans, mineurs, pêcheurs, etc.). Elle s'attelle également à produire et proposer un projet politique alternatif sur le plan politique, économique et culturel. Ce projet sera un contreprojet face au système néo-libéral dominant¹⁰. Ce sont donc des organisations en totale rupture avec le pouvoir qui sont en gestation un peu partout en Afrique.

5 Le rappeur Serge Bambara et le chanteur de reggae Sams'K Le Jah.

6 Pour plus de détails, voir : Commeillas, D., <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/04/COMMEILLAS/52835>.

7 Tilouine J., « Que peuvent les balais citoyens contre les kalachnikovs », http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/24/burkina-que-peuvent-les-balais-citoyens-contre-les-kalachnikovs_4770318_3212.html, 24 septembre 2015.

8 Rimondi, L., *RDC : Filimbi, la nouvelle génération de citoyens qui ébranle le pouvoir*, Éclairage du GRIP, 17 août 2015. <http://www.grip.org/fr/node/1809>

9 Un sondage réalisé par le Réseau Afrobaromètre en 2014 sur 35 pays africains a montré qu'en moyenne 73% de la population de ces pays soutiennent la limitation des mandats présidentiels à deux. <http://www.rfi.fr/afrique/20150525-africains-grande-majorite-une-limitation-deux-mandats>.

10 <http://wakatinfo.over-blog.com/2015/08/declaration-de-ouagadougou-des-mouvements-citoyens-africains.html>

Conclusions : La société civile, en voie de changer l'ordre établi ?

En dépit de débats controversés sur l'existence de la société civile en Afrique, sa réalité est devenue incontestable. Elle s'est même imposée comme un acteur incontournable, de par l'action et la crédibilité qui en découle, ainsi que par le changement de paradigme dicté par les acteurs dominants.

Au Burundi, le mouvement « Halte au troisième mandat » a été momentanément écrasé par une répression violente du pouvoir, sans être pour autant défait. En RD Congo, la situation semble suivre le cours du Burundi. Au Sénégal et au Burkina Faso, on peut parler de succès grâce aux synergies développées avec d'autres acteurs (civils ou non).

Face à l'inertie et à la férocité des systèmes politiques établis, ces nouveaux mouvements, qui ont même l'ambition de révolutionner la société civile, ont-ils une chance de changer l'ordre établi et mettre en place des alternatives crédibles et durables ?

Tout dépendra de plusieurs facteurs, internes et externes. Et des capacités de ces mouvements à mobiliser et canaliser les appuis multiformes. On l'a vu dans la plupart des cas, les mouvements de la société civile restent souvent cantonnés à la ville. La réussite des mouvements citoyens dépendra de leur capacité à s'extraire du ghetto urbain et de fédérer les mouvements ruraux pour avoir un ancrage national et une plus grande légitimité. Leur succès viendra de leur capacité à rencontrer les espoirs de la société civile rurale, dite « d'en bas », forte de ses milliers d'associations communautaires.

À l'échelle internationale, le renforcement des mouvements citoyens dépendra de leur capacité à mettre en œuvre les idées forces contenues dans la feuille de route d'Ouagadougou. Poursuivre l'échange des expériences, innover dans les stratégies de lutte, fédérer de plus en plus d'organisations, développer une vision cohérente et réaliste, seront des atouts de réussite. L'obtention des moyens financiers est un enjeu majeur. La plupart des mouvements se proclament « décomplexés » vis-à-vis des appuis financiers émanant des mouvements du Nord. Mais il est nécessaire d'aller au-delà de la question des financements, et comme pour l'ensemble de la société civile, développer des stratégies communes, construire des passerelles de collaboration autour des enjeux communs, pour rendre un nouveau monde possible.

Christophe Sebudandi

Directeur de GRADIS (Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives Démocratiques) au Burundi

Références

Boursin, C., « Quand les mouvements des jeunes font peur aux autorités, la réponse est la répression », 24 juin 2015, jeunes <http://afrikarabia.com/wordpress/rdc-quand-les-mouvements-de-jeunes-font-peur-aux-autorites-la-reponse-est-la-repression/>

Carbone, M., (2003), « Dossier : les acteurs non étatiques et Cotonou », *Le Courrier ACP-UE*, 199.

Commeillas, D., (2015), « Coup de balai citoyen au Burkina Faso », <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/04/COMMEILLAS/52835>.

Harbeson J.W., (1994), « Civil society and the study of African politics. A preliminary assessment », in Harbeson J.W., Rothchild D. et Chazan N., *Civil Society and the State in Africa*, Boulder/Londres, Lynne Rienner Publisher.

Huntington, S., (1991), « Democracy's third wave », *Journal of Democracy*, vol.2, n°2.

Khilnani, S., (2001), « La société civile, une résurgence », *Presses de Sc. Po., Critique internationale* 2001/1-n°10, pp 38-50.

Macciocchi, M. A., (1994), « Pour Gramsci », Paris, Ed. Seuil, p. 163.

Massiah, G., (2000), « Grandeur et décadence de l'ajustement structurel. Les programmes d'ajustement structurel et le développement », <http://www.globenet.org/aitec/contributions/pasetdeveloppement.htm>, avril 2000, consulté le 10 octobre 2016.

Menkoué, Ph., « Mouvements citoyens en Afrique : nouveau souffle pour la démocratie ? » http://cursus.edu/article/27006/mouvements-citoyens-afrique-nouveau-souffle-pour/#.WADrp03_rAw

Pirotte, G., (2010), « La notion de société civile dans les politiques et pratiques du développement », *Revue de la régulation* [En ligne], 7 | 1er semestre / Spring 2010, mis en ligne le 03 juin 2010, consulté le 11 octobre 2016. URL : <http://regulation.revues.org/7787>

Planche, J., (2004), « Accompagner l'émergence et le renforcement des sociétés civiles. » *Mieux comprendre les enjeux*, GRET, Coopérer aujourd'hui, n°39.

Rimondi, L., (2015), *RDC : Filimbi, la nouvelle génération de citoyens qui ébranle le pouvoir*, Éclairage du GRIP, 17 août 2015.

Tilouine, J., (2015), « Que peuvent les balais citoyens contre les kalachnikovs », http://www.le-monde.fr/afrique/article/2015/09/24/burkina-que-peuvent-les-balais-citoyens-contre-les-kalachnikovs_4770318_3212.html, 24 septembre 2015.

